

PLAIDOYER POUR UN LIVRE BLANC EUROPEEN
Synthèse du rapport d'EuroDéfense-France de mai 2015 :
(rédaction Jean Paul PERRUCHE)

Les récentes évolutions du contexte de sécurité mondial fragilisent dangereusement le système de défense actuel des pays européens. L'augmentation des conflits et des menaces aux frontières de l'Europe, conjuguée à une baisse régulière et risquée des budgets de défense des pays européens depuis plus de 20 ans et à un désengagement inéluctable des Etats-Unis, en est principalement responsable. Cette situation incertaine incite à une mutualisation des forces et des capacités au sein de l'Union Européenne, mais force est de constater que la volonté politique des Etats a fait défaut jusqu'ici.

A partir de ce constat, un groupe de travail d'EuroDéfense-France souligne l'intérêt de réaliser un livre blanc européen sur la sécurité et la défense, en s'intéressant aux conditions de sa faisabilité, en identifiant les obstacles à surmonter mais aussi les opportunités à saisir, et en proposant une ébauche de contenu et des perspectives d'exploitation.

La réalisation d'un Livre Blanc européen pour la sécurité et la défense marquerait une prise de conscience des insuffisances et des lacunes du dispositif de défense actuel de l'Europe. A l'abri de la puissance américaine dans l'Otan, les capacités d'action militaires individuelles de la plupart des Etats européens sont devenues marginales. Quant à leurs capacités d'action commune dans l'UE, celles-ci demeurent ridiculement faibles en regard de l'enjeu économique et patrimonial que représente l'Europe, conséquence notoire du déclin relatif de ses nations et de dépenses de défense insuffisantes, engagées de façon non coordonnée. Pourtant les Etats européens doivent faire face à des menaces et des risques largement communs, même si leurs priorités peuvent différer. Le retrait américain les met pourtant dans l'obligation de reprendre la responsabilité de leur défense, ce qu'ils ne peuvent assumer qu'en analysant ensemble leurs besoins et en mutualisant leurs efforts. C'est en jouant de l'addition de leurs capacités et de leurs complémentarités qu'ils pourront atteindre la masse critique nécessaire, devenue un critère central de la puissance dans un monde globalisé.

Un certain nombre d'obstacles doivent cependant être surmontés pour y parvenir. L'absence d'une véritable Politique étrangère commune vient au premier rang mais pourrait être partiellement comblée par un approfondissement des convergences entre Etats, dossier par dossier, dans le cadre d'une nouvelle analyse stratégique au niveau européen (d'ailleurs envisagée par la nouvelle Haute Représentante). Il faudra ensuite vaincre les réticences et les craintes des responsables nationaux, inquiets de devoir modifier leurs priorités pour ne pas étaler leurs divergences, de se trouver contraints par des positions agréées au niveau européen et de devoir justifier des options qui pourraient être vues par leurs concitoyens comme des abandons de souveraineté. L'hétérogénéité des cultures politiques et militaires des Etats européens et de leur conception de la puissance ne doit pas être sous-estimée, mais pourrait toutefois se réduire dans une analyse considérant l'UE comme une

entité globale dont chaque Etat serait partie. Une telle analyse réveillerait sans doute le débat sur l'objectif recherché par la construction européenne et ses limites, mais aurait l'intérêt de clarifier la vision de nos concitoyens, notamment face aux fausses alternatives nationalistes. Quant à l'argument d'un affaiblissement de l'Otan résultant du renforcement des capacités européennes, celui-ci paraît totalement spécieux au moment où notre partenaire américain réclame un rééquilibrage du partage du fardeau de la sécurité européenne.

En contrepoint, le nouveau paysage des menaces et des risques tout autour de l'UE et notamment dans son voisinage, offre des opportunités à saisir en faveur d'une approche européenne de la défense.

La prise en compte de ces risques de façon globale dans leur diversité et en fonction de leur dangerosité à l'échelle européenne permettrait de fixer des priorités, de mieux répartir les efforts entre les Etats, de jouer sur leurs complémentarités et donc d'améliorer le rapport coût/efficacité de la défense européenne. Le problème actuel des flux migratoires incontrôlés en Méditerranée donne une bonne illustration de ce besoin d'apporter des solutions au niveau européen.

Une telle approche favoriserait aussi la définition d'un meilleur partage des rôles entre Européens et Américains dans la défense de l'Europe mais aussi pour la défense de nos valeurs et la protection de nos intérêts communs au niveau mondial.

Elle permettrait d'identifier les capacités stratégiques que les Etats européens ne pourront acquérir individuellement dans l'avenir, mais indispensables à leur indépendance et leur liberté d'action (moyens spatiaux, transport stratégique, systèmes d'armes majeurs du futur...)

S'agissant de son contenu, un livre blanc européen devrait exprimer la volonté politique des Etats de l'UE, en accord avec leurs opinions publiques, de penser et d'organiser leur défense au niveau européen, sans que cela débouche obligatoirement sur un système de défense européen totalement intégré, (armée européenne).

Il devrait traiter en particulier de:

- l'approfondissement de la notion de masse critique pour la puissance d'influence des Etats
- l'expression de la puissance et l'emploi de la force armée par l'UE
- l'expression de la solidarité dans le domaine de la sécurité et de la défense au sein de l'UE dans le but non seulement de protéger les intérêts communs des Etats-membres mais de défendre en commun tous leurs intérêts (communs et nationaux),
- la mise en œuvre du principe de subsidiarité entre l'UE et ses Etats-membres dans la défense, la finalité de l'approche européenne étant d'apporter des solutions communes là où les nations sont individuellement défailtantes et non de se substituer à elles.
- la problématique d'une approche concertée de la dissuasion nucléaire et de la défense anti-missiles balistiques dans la défense de l'UE.
- les conditions d'une autonomie stratégique de l'UE pour atteindre ses objectifs et les moyens nécessaires pour y parvenir

Avec des besoins, des ambitions et des capacités réévalués au niveau européen, il devrait montrer comment l'UE se prépare à prendre en compte le désengagement partiel des Etats-Unis et à redéfinir un partenariat transatlantique adapté aux réalités du 21^{ème} siècle.

Les besoins capacitaires devraient être exprimés par finalité : anticipation, prévention, protection, intervention, dissuasion, en référence à l'autonomie stratégique recherchée.

Ouvrage court et pédagogique, il devrait être complété par des stratégies de mise en œuvre détaillées dans les domaines de la sécurité intérieure, de la sécurité extérieure, par régions du monde avec des priorités.

Un tel livre blanc devrait servir d'instrument de cohérence et d'optimisation au niveau européen, en étant un cadre de référence pour les livres blancs nationaux. Il ne devrait pas être un document technique, mais avoir une vocation pédagogique, être de portée générale et accessible au grand public.

Elément constitutif de l'approche globale de sa défense par l'UE, il permettrait la définition de stratégies régionales (i.e. Sahel, Corne de l'Afrique) et thématiques, (i.e. stratégie de sécurité maritime, de cyberdéfense, énergétique ou le lien entre la PSDC et la politique de voisinage), l'organisation (commandement et contrôle), la réalisation des budgets nécessaires (i.e. PESC et Athéna), le corpus doctrinal, le plan de développement des capacités (CDP), en lien avec la sauvegarde d'une base industrielle et technologique et les engagements opérationnels envisagés. Le Livre blanc européen pourrait également établir le niveau de relation et de coordination souhaitable avec les grandes organisations telles que l'ONU, l'OSCE, l'OTAN ou l'Union africaine

Dans le climat actuel d'euro-scepticisme, l'élaboration d'un Livre Blanc Européen pourrait être un exercice à vocation pédagogique salutaire permettant de faire prendre conscience à nos concitoyens, des défis sécuritaires posés aux pays membres de l'UE mais aussi de proposer des solutions possibles au niveau européen. Son but principal serait de clarifier les conditions permettant de renforcer concrètement la sécurité de tous les Etats et de leurs citoyens en développant leurs solidarités.